



COMMUNIQUÉ
Paris, le 15/07/2021

FIN DES VOITURES THERMIQUES EN 2035 : « 40 MILLIONS D'AUTOMOBILISTES » DÉNONCE UNE DÉCISION HÂTIVE ET IRRESPONSABLE AUX CONSÉQUENCES LOURDES POUR L'ÉCONOMIE ET LES MÉNAGES EUROPÉENS.

Hier, la Commission européenne a présenté son *Green Deal* pour réduire de - 55 % les émissions de CO₂ de l'Union européenne d'ici 2030 (par rapport à 1990). Ce « plan vert » est composé d'un ensemble de textes législatifs (12 directives et règlements) balayant tous les secteurs économiques. Le domaine des transports est donc évidemment concerné au premier chef, et particulièrement l'automobile, qui se voit imposer une réduction des émissions moyennes de CO₂ des voitures neuves de - 55 % à partir de 2030 et de - 100 % à partir de 2035, par rapport aux niveaux de 2021. Si ce plan était adopté dans les termes proposés, la fin des voitures thermiques (à motorisation essence, diesel, mais aussi hybride et hybride rechargeable) serait actée de façon anticipée pour 2035 (au lieu de 2040).

Aujourd'hui, jeudi 15 juillet 2021, l'association « 40 millions d'automobilistes » dénonce des décisions hâtives et irresponsables, qui mettront en grande difficulté un pan très large de l'économie européenne et auront des conséquences dramatiques sur l'accès de nombreux citoyens à la mobilité. Le tout au nom d'une utopie écologiste poussée à son extrême et d'une technologie actuellement immature et pour laquelle on ne dispose d'aucune certitude d'efficacité à l'avenir. L'association appelle à un retour à la raison et à la mesure, pour ne pas planifier une transition écologique pour les riches, au détriment des plus modestes.

Des décisions hâtives et irresponsables

On savait les hautes institutions françaises sous la coupe des ONG environnementales les plus extrémistes au regard de la récente adoption, dans le cadre de la loi « Climat et Résilience », de la mesure d'extension des ZFE (Zones à faibles émissions) où seront interdits à la circulation tous les véhicules classés Crit'air 3 et plus dès 2025.

« Mais on sait aussi maintenant qu'elles bénéficient d'oreilles très attentives au sein des instances européennes. Celles-ci prennent des décisions qui reflètent les orientations les plus radicales, qui ne correspondent ni aux souhaits de la majorité des citoyens, ni à leurs besoins quotidiens, ni à leurs moyens. Mais ces décisions sont prises aujourd'hui par des gens qui voudront se faire réélire demain. Or, ils ne seront plus là après-demain, quand ces mesures seront effectivement appliquées, et ce sont les autres qui en subiront les conséquences politiques », estime Daniel QUÉRO, dirigeant de « 40 millions d'automobilistes ».

D'une part, l'interdiction à la vente de voitures neuves autres qu'à « émissions nulles » (c'est-à-dire 100 % électriques, à batterie ou à pile hydrogène) aura pour effet de remanier profondément toute la chaîne de la construction automobile, en imposant de lourds investissements financiers aux constructeurs (alors que ceux-ci ont déjà largement fait évoluer leurs productions au cours des dernières années) et menaçant dangereusement 150 000 emplois du secteur, selon la filière.

La voiture électrique : une technologie coûteuse, immature et à l'avenir incertain

D'autre part, pour le citoyen *lambda*, les conséquences de cette politique élitiste pourraient également être particulièrement lourdes, puisqu'elles impacteront en premier lieu les ménages les moins fortunés et les plus dépendants à la voiture. Surtout si l'on tient compte de la volonté de la Commission européenne de revoir le système de taxation des produits énergétiques : alignement de la fiscalité pour tous les carburants fossiles, augmentation de la taxe carbone... Ces mêmes mesures qui, en France, avaient provoqué la colère des Gilets jaunes à l'automne 2019.

Des voitures thermiques plus onéreuses à l'utilisation donc, mais aussi interdites à la vente dès 2035, au profit des seules voitures 100 % électriques. Mais là encore, la transition ne saurait se faire sans difficultés.

« Il faut regarder les choses en face et les voir telles qu'elles sont, pas telles que l'on voudrait qu'elles soient : la voiture électrique sera peut-être le véhicule de demain, mais à l'heure actuelle, on ne peut avoir aucune certitude. Il est donc prématuré et irresponsable de faire reposer tout le système de mobilité sur cette seule technologie, au risque de faire tomber dans l'erreur tout le domaine automobile et tous les usagers de la voiture. Je rappelle qu'il y a eu un précédent en France à la fin des années 2000 avec la voiture Diesel et que les automobilistes payent les pots cassés aujourd'hui encore », met en garde Pierre CHASSERAY, délégué général de « 40 millions d'automobilistes ».

Car de nombreux déboires guettent actuellement (et probablement pour quelques années encore) les usagers de « l'électromobilité » : outre le coût très élevé de la voiture électrique malgré les multiples aides et bonus octroyés par l'État et certaines collectivités, et les questions qui restent en suspens quant à l'utilisation de métaux rares et à la fin de vie des batteries, il reste le fait indéniable que la voiture électrique, dans les capacités dont elle dispose aujourd'hui, ne correspond absolument pas aux besoins des usagers et que son utilisation se révèle particulièrement contraignante, de sorte que les quelques automobilistes désireux de suivre les incitations gouvernementales et suffisamment fortunés pour s'offrir ce genre de véhicule n'ont pas tardé à revenir à la voiture thermique :

« Avec une autonomie maximale autour de 250 km – qui décroît considérablement dès que l'on met le chauffage, la climatisation, qu'on allume les phares ou que l'on s'engage à la vitesse folle de 110 km/h sur l'autoroute ! – et beaucoup trop peu de bornes de recharge à disposition (le plus souvent hors service), il est inconcevable que la voiture électrique constitue le premier véhicule du foyer. En l'état actuel et tant qu'on n'aura pas amélioré à la fois l'autonomie disponible, le temps de recharge et le réseau de bornes, il ne peut qu'être réservé à une élite urbaine et aisée. L'utilisateur moyen ne peut y trouver son compte » témoigne Pierre CHASSERAY.

Un horizon troublé pour les automobilistes français

C'est donc contraints et forcés que les automobilistes français pourraient être amenés, dans les prochaines années, à abandonner un véhicule thermique pourtant de plus en plus vertueux, au profit de l'électrique. Et cela pourrait venir très vite, puisque la généralisation des ZFE prévue par la loi « Climat et Résilience » a fait l'objet d'un accord en commission mixte paritaire en début de semaine : l'Assemblée nationale et le Sénat ont en effet convenu que la mesure entrerait en vigueur progressivement dès 2023 (conformément au calendrier voté par les Députés en première lecture) et qu'il n'y aurait pas de dérogations aux restrictions de circulation, contrairement à ce que souhaitaient initialement les Sénateurs. Le texte final pourrait être adopté définitivement dès la fin du mois d'août.

Concrètement, ce sont près de 26 millions de voitures du parc roulant actuel qui seront interdites à la circulation dans une cinquantaine d'agglomérations métropolitaines de plus de 150 000 habitants. La mesure impactera ainsi directement la mobilité de 27 millions d'habitants de plus de 1 850 communes, auxquels il faut ajouter tous les usagers qui vivent en dehors de ces zones mais qui ont besoin d'y accéder et de s'y déplacer pour travailler, se soigner, faire leurs courses...

Pourtant, à l'instar de la forte mobilisation des usagers à l'action mise en place par l'association « 40 millions d'automobilistes » via le site Internet dédié [« ZFE : Non aux zones à forte exclusion »](#) et des habitants de l'Eurométropole de Strasbourg, qui ont rejeté la semaine dernière à 90 % la proposition d'extension des restrictions de circulation aux véhicules Crit'air 2 dans l'agglomération, les Français sont fermement opposés à ce coup de frein des élites porté sur leur mobilité. « Après le confinement pour raison sanitaire, on va subir le confinement pour raison écologique ! Mais à force de toujours faire peser les contraintes sur les plus faibles, il faut s'attendre à ce qu'ils se révoltent. Le risque de voir les Gilets jaunes virer au rouge dans les prochains mois est plus qu'élevé » conclut Daniel QUÉRO.

CONTACT PRESSE :

Port. : 07 78 21 24 47



www.fil-conducteurs.com



@40MA – 40 millions d'automobilistes
@PChasseray – délégué général



www.40millionsdautomobilistes.com



À propos de « 40 millions d'automobilistes » 40 millions d'automobilistes est une association d'intérêt général, porte-parole des automobilistes raisonnables et défenseur de leurs intérêts. Elle est active tant sur le plan national qu'europpéen. Elle intervient dans l'ensemble des débats de fond liés à l'usage de l'automobile face aux grands enjeux sécuritaires et environnementaux, pour adapter et préserver l'automobilité, facteur indispensable à la croissance économique et à la qualité de vie des ménages.
www.40millionsdautomobilistes.com